

## Texte minoritaire de l'A.O.P. Région Parisienne

# La question syndicale

1. La classe ouvrière dans sa lutte pour son autonomisation, condition objective de toute perspective révolutionnaire, ne donne pas des types d'organisation une fois pour toutes, mais suivant les périodes historiques, l'état de développement du capitalisme et le niveau de conscience des masses, elle se donne l'organisation la plus efficace et la plus capable d'assurer son autonomisation.

Ainsi, au XIX<sup>e</sup> siècle, les anciennes associations de travailleurs (compagnons) n'ont pas été reprises à leur compte par les militants les plus combattifs (elles correspondaient à une organisation précapitaliste du travail). Les syndicats créés à ce moment et qui ont reçu l'adhésion progressive des masses ont eu un rôle de luttes offensives sur des bases autonomes : l'organisation de la vente collective de la force de travail est antagonique avec le capital (la plus-value se prélevant principalement sur la réduction du prix de la force de travail dans un capitalisme de concurrence).

Le passage au capitalisme monopoliste pose le problème de la fonction du syndicat et de sa validité comme organisation autonome de lutte. Un déplacement des contradictions se produit et l'antagonisme se situe plus entre l'organisation mise en place par le capital et tout ce qui tend à sortir du cadre de cette organisation : la fonction première des syndicats étant l'organisation de la vente collective de la force de travail n'a plus de fonction antagonique au capital dans le capitalisme monopoliste qui a de plus en plus besoin de s'assurer la collaboration de l'organisation du travail : l'institution syndicale a tendance, de par la volonté de la bourgeoisie, à devenir une institution du système (au sens de la perpétuation des rapports économiques et sociaux).

2. Face à cette évolution objective de la

fonction syndicale dans le cadre du capitalisme monopoliste, quelle est la réponse des centrales ?

Il est évident que toute analyse ne peut se faire qu'au niveau de la tendance générale et ne concerne ni toutes les sections syndicales ni, a fortiori, tous les syndiqués.

La pratique syndicale consiste le plus souvent :

- A respecter la légalité au lieu de la briser ;
- A négocier plutôt que de prendre ;
- A diviser les revendications des secteurs en lutte au lieu d'unir ;
- A monnayer l'insalubrité et l'accroissement des cadences.

La lutte est le plus souvent un moyen de pression pour mieux négocier : débrayages de quelques heures ou de 24 heures.

Le fonctionnement des syndicats reflète cette politique : organisation bureaucratique reposant sur quelques-uns, rôle des permanents, cloisonnement des diverses sections d'une entreprise, rôle d'assistante sociale qu'ont souvent les délégués, syndicalisation souvent faible (chaînes, certaines grosses entreprises, etc.).

L'institution syndicale a donc tendance à planifier et à canaliser la lutte et sert ainsi de digue pour le patron qui cherche principalement à éviter les grèves surprises qui paralysent un appareil de production de plus en plus interdépendant et préfère accorder des avantages salariaux qui permettent par ailleurs une augmentation de la demande.

En conclusion, si les syndicats ne représentent plus un outil ayant un rôle positif dans l'autonomisation de la classe ouvrière, et ne sont plus un lieu de l'offensive prolétarienne, c'est pour deux raisons :

- Ils n'assurent plus que très mal la

défense économique des travailleurs (ex. : contrats de progrès) et aident la bourgeoisie à maintenir, voire développer, la productivité ;

— Leur insertion, leur organisation, leur fonctionnement, les revendications qu'ils posent respectent intégralement l'organisation capitaliste du travail : Ils veulent syndiquer tout le monde, du manœuvre au cadre supérieur, ils respectent la hiérarchie et l'idéologie de l'avancement et de la promotion individuelle, ils s'opposent aux formes d'action illégales...

Les syndicats s'opposent à ce que les travailleurs mettent en avant autre chose que les actions et les luttes traditionnelles.

Mais tout ceci ne doit pas masquer que du fait même de leur rôle, une lutte de classe se déroule dans le mouvement syndical. D'ailleurs, le mouvement syndical ne réagit pas de façon homogène car sa fonction exige qu'il ait des racines dans la classe et ne puisse être insensible aux poussées de la classe. Si, à la C.G.T., l'ensemble est relativement bien en mains, sauf quelques exceptions, s'affrontent dans la C.F.D.T. des positions de lutte de classe et de collaboration de classe. Une partie du courant de gauche est sur des positions syndicalistes préévolutionnaires, mais les risques de récupération et les illusions de transformation progressive de la C.F.D.T. sont à craindre. Les syndicats s'opposent souvent à l'exercice de la démocratie prolétarienne (votes à bulletins secrets, comités de grèves intersyndicaux), freinent l'emploi de formes de luttes dures ou se contentent de leur chercher des excuses (C.F.D.T.), s'opposent au contenu révolutionnaire des luttes : c'est assez évident pour la C.G.T., mais la C.F.D.T., si par exemple elle remet en cause la hiérarchie des salaires, ne remet pas en cause dans la pratique la hiérarchie elle-même et son fondement : la division du travail manuel et intellectuel. La C.F.D.T. s'appuie le plus souvent sur l'aspiration des travailleurs à une société nouvelle, mais la détourne (justice, licenciements « abusifs », idéologie du passage pacifique au socialisme).

Il faut donc bien voir qu'au niveau de la tendance générale les centrales syndicales

sont devenues complices de la volonté d'intégration de la bourgeoisie, même si le degré de complicité peut différer. Par ailleurs, il faut être conscient que nombre de travailleurs combattifs (jeunes, immigrés) ne sont pas syndiqués et ne tiennent pas à le faire...

Mais il faut bien voir aussi que les dirigeants syndicaux préparent une riposte : récupération des travailleurs combattifs mais peu formés, déclarations de Séguy au congrès de la métallurgie C.G.T., contacts C.G.T.-C.F.D.T. L'unité syndicale au sommet est une éventualité pour court-circuiter les militants actifs de la C.F.D.T. dans le cadre du développement des luttes (cf. Italie).

3. Le problème se pose alors de savoir quelle attitude les militants révolutionnaires doivent avoir par rapport à la question syndicale. Il est bien évident qu'il faut avoir une attitude diversifiée tenant compte de l'entreprise et de ses traditions de lutte, mais en relation étroite avec notre objectif stratégique : l'affirmation politique autonome de la classe ouvrière.

Dans ce but, il convient, à l'étape actuelle du développement des luttes, de commencer à regrouper de façon permanente et sur une base de masse les travailleurs les plus combattifs et les plus conscients de l'usine, qu'ils soient syndiqués ou non, dans des structures capables de capitaliser et d'impulser des luttes, de garantir l'exercice de la démocratie prolétarienne de masse, de s'effacer dans les périodes de luttes intenses devant les formes que prend alors cette démocratie prolétarienne (A.G. décisionnelles des travailleurs en lutte, délégués élus révocables).

La question des formes précises de ces regroupements et de leur permanence n'est pas encore complètement tranchée. Ces regroupements peuvent être des sections syndicales, des regroupements dans des comités de lutte ou toute autre forme (ceci n'étant pas obligatoirement dans une section syndicale). De la même façon, il peut être prioritaire sur un plan tactique de militer dans les syndicats (très forte répression : Citroën,

petites entreprises paternalistes sans tradition de lutte, entreprise de secteurs en déclin).

Cette conception tenant compte de la situation concrète de chaque entreprise mais basée sur l'évolution stratégique irréversible de l'institution syndicale, sur le fait que l'institution syndicale est dépassée en tant que lieu de l'offensive prolétaire s'oppose :

A une conception qui suppose possible le redressement des syndicats ou à une conception d'outil syndical qui permet d'esquisser l'analyse de leur évolution stratégique : un outil n'est pas neutre et il ne suffit pas de s'emparer de l'outil syndical et de bien l'utiliser ;

— A la conception de la ligne qui ne peut déboucher que sur la courroie de transmission et le fait qu'il n'y a que le parti et les syndicats

alors qu'il y a les masses, les organisations politiques de masse et l'avant-garde ;

— A une conception gauchiste qui voudrait la destruction des syndicats **tout de suite**. Lutter contre les syndicats, ce n'est pas les dénoncer abstraitement, mais développer des formes de lutte différentes : ce n'est que dans la lutte qu'une masse de plus en plus grande de travailleurs se détachera de l'idéologie syndicaliste. Cela ne veut pas dire qu'ils disparaîtront : les syndicats ont des bases objectives (poids de l'idéologie bourgeoise, présence au moins en partie dans la classe). Par contre, il est clair que l'affirmation autonome du prolétariat se manifesterait par la perte d'influence des appareils syndicaux sur une partie grandissante de la classe.